La production de déchets radioactifs et non radioactifs du CNPE de GRAVELINES et de la SOMANU à Maubeuge

La loi n° 2006-739 du 28 juin 2006, relative à la gestion durable des matières et déchets radioactifs, a été publiée au journal officiel du 29 juin 2006. L'intitulé du chapitre II du titre IV du livre V du code de l'environnement est maintenant ainsi rédigé : « Dispositions particulières à la gestion durable des matières et des déchets radioactifs ».

Cette loi s'appuie sur une architecture en trois points :

- Le premier est la mise en œuvre d'une politique nationale de gestion des matières et déchets radioactifs

Il s'agit tout d'abord de définir un programme de recherche sur l'ensemble des matières et des déchets radioactifs (articles 3 et 4). Pour les déchets de haute et de moyenne activité à vie longue (qui avaient été spécifiquement couverts par la loi de 1991), les objectifs sont les suivants :

- pour le premier axe, relatif à la séparation et la transmutation des éléments radioactifs à vie longue, un bilan sera dressé en 2012 entre les différentes filières de transmutation. En fonction des résultats qui seront obtenus dans le cadre de ce bilan, des prototypes d'installation pourraient être construits à partir de 2020 et une mise en service industrielle envisagée à l'horizon 2040 ;
- pour le second axe, relatif aux possibilités de stockage des déchets en couche géologique profonde, la demande d'autorisation de stockage sera instruite en 2015 et la mise en exploitation du centre de stockage interviendra en 2025 (naturellement dans le cas où l'instruction préalable serait favorable) ;
- pour le troisième axe, concernant l'étude de procédés de conditionnement et d'entreposage de longue durée en surface, la loi prévoit, au plus tard en 2015, la création de nouvelles installations ou la modification des installations existantes.

La loi prévoit également la création d'un plan national de gestion des matières et des déchets radioactifs établi tous les trois ans. Ce plan définit les solutions ainsi que les objectifs à atteindre ; il organise par ailleurs les travaux de recherche (article 6). Ses conclusions donnent lieu à un décret. Le plan et le décret doivent être fondés sur les orientations suivantes, qui fixent un schéma de référence pour la gestion des matières et déchets, fondé sur les trois axes, considérés comme complémentaires :

- la réduction de la quantité et de la nocivité des déchets, notamment la réduction à la source, par le traitement des combustibles usés et, dans l'avenir, le cas échéant, par la séparation poussée/ transmutation ;
- l'entreposage comme étape préalable, notamment dans la perspective d'opérations de traitement des combustibles et des déchets ou de stockage des déchets ;
- après l'entreposage, le stockage comme solution pérenne, en particulier le stockage en couche géologique profonde pour les déchets de moyenne et de haute activité à vie longue, qui ne peuvent pas être stockés en surface ou en faible profondeur pour des raisons de sûreté nucléaire et de radioprotection.

- Le second point vise à mieux organiser la transparence et le contrôle démocratique

Ces objectifs passent tout d'abord par la modernisation des modalités de fonctionnement de la Commission nationale d'évaluation qui voit son indépendance renforcée avec, notamment, des clauses de déontologie (article 9). S'agissant des déchets étrangers, la transparence sur leur modalité de traitement et leur entreposage a été renforcée (articles 8 et 14), tandis que l'interdiction de stocker en France des déchets radioactifs étrangers est maintenue et même clarifiée. Le fonctionnement du Comité local d'information et de suivi (CLIS) placé auprès du laboratoire souterrain a été modifié, sa composition élargie et sa présidence confiée à un élu, national ou local (article 18) : les dispositions ainsi retenues sont très proches de celles prévues pour les Commissions locales d'information (CLI) auprès des installations nucléaires de base (INB) et qui ont été définies par une autre loi, celle du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire.

Enfin, concernant le processus d'autorisation d'une future installation de stockage en couche géologique profonde, la loi a prévu deux rendez-vous parlementaires, le premier en 2015 pour fixer les conditions de réversibilité avant qu'un décret ne puisse l'autoriser, le second, à plus long terme, pour autoriser la fermeture éventuelle de ce stockage (article 12). Le rendez-vous parlementaire prévu à l'horizon 2015 sera précédé d'une consultation des collectivités territoriales concernées et d'un débat public, qui devra aborder l'ensemble des aspects qui intéressent les populations locales, comme la réversibilité, mais aussi la sûreté ou encore les transports. Cette thématique a constitué l'une des questions les plus débattues dans le cadre de l'examen parlementaire. Il fallait en effet trouver une solution qui permette non seulement de respecter le cadre actuel de nos institutions (le Parlement décide des principes, alors que le Gouvernement met en œuvre) mais aussi qui autorise un rôle encore déterminant sur de tels sujets pour le Parlement. Dans le processus décrit par la loi, la décision finale reviendra au Gouvernement mais le décret d'autorisation d'une installation de stockage ne pourra être pris que si un examen parlementaire a eu lieu auparavant et que les conditions de réversibilité proposées par l'opérateur, correspondent aux dispositions qui seront prévues dans la loi de 2015.

- Le troisième point consiste en la mise en œuvre de modalités spécifiques pour l'organisation et le financement de la gestion des combustibles usés et des déchets radioactifs

La loi prévoit tout d'abord la modernisation du dispositif d'accompagnement local (articles 13 et 21). Les Groupements d'intérêt public voient leurs missions élargies à la formation et à la valorisation des connaissances scientifiques et techniques. Dans le même temps, le financement des dispositifs d'aménagement du territoire pour les départements concernés s'effectuera par taxes additionnelles à la taxe déjà existante pour les installations nucléaires de base. Ces fonds bénéficieront à l'ensemble des départements concernés et, en particulier :

- aux communes situées à moins de 10 km de l'installation, qui bénéficieront de versements directs pouvant atteindre 20% des ressources collectées ;
- à une zone de proximité dont le périmètre sera plus large et défini par décret après avis des conseils généraux, pour tenir compte des réalités économiques et sociales locales.

La loi effectue par ailleurs une modernisation des missions de l'Andra (article 14), notamment en lui confiant de nouvelles missions d'intérêt général (collecte d'objets radioactifs auprès de propriétaires non solvables, assainissement de sites orphelins pollués par des substances radioactifs ...). L'Andra est par ailleurs désormais en charge du pilotage des recherches menées sur l'axe 3 (qui était jusqu'à présent piloté par le CEA) et devra également fournir au ministre en charge de l'industrie, des évaluations des coûts afférents à la gestion des déchets de haute et de moyenne activité à vie longue.

Les modalités de financement des trois axes de recherche sont précisées par la loi (articles 15, 16 et 17) : sont prévues des conventions et subventions pour l'axe 1 ainsi qu'une taxe additionnelle à la taxe sur les installations nucléaires de base pour les axes 2 et 3.

Afin de réaliser la sécurisation des charges nucléaires de long terme, un régime encadrant les pratiques des exploitants dans ce domaine est créé, avec notamment la mise en œuvre d'un contrôle direct de l'Etat sur les modalités d'évaluation et de couverture de ces charges de long terme. Une Commission nationale d'évaluation financière placée sous l'égide du Parlement est en outre créée pour s'assurer de la pertinence et du sérieux des contrôles mis en œuvre par l'Etat (article 20).

Enfin, le financement des activités de valorisation technologique et de diffusion de la culture scientifique menées auprès du laboratoire, s'effectuera également au moyen de taxes additionnelles à la taxe sur les installations nucléaires de base (article 21).

Le Code de l'Environnement (livre V, titre IV) rend responsable le producteur du traitement, du conditionnement et du devenir (élimination) de tout déchet. Pour assumer correctement cette responsabilité, il doit s'efforcer d'en réduire les volumes et les toxicités, réaliser le tri et s'assurer de la traçabilité de leur élimination : c'est le contrôle interne. Par ailleurs, l'Autorité de sûreté nucléaire, et localement la Division de Douai, contrôle aussi ces activités : elle est le contrôle externe.

Deux paramètres permettent d'appréhender ce risque : l'activité, qui traduit la toxicité du déchet, et la durée de vie (période au bout de laquelle la radio toxicité du déchet est divisée par deux). On distingue ainsi des déchets de courte période (moins de 30 ans) ou de longue période (plus de 30 ans) et des déchets de très faible, faible, moyenne ou haute activité.

Le tableau ci-dessous présente l'état d'avancement de la mise en œuvre des différentes filières de gestion des déchets, en particulier la voie choisie pour leur stockage.

Période Activité	Très courte durée de vie	Courte durée de vie	Longue durée de vie
Très faiblement actif	Décroissance radioactive	Stockage en surface « TFA » ou recyclage	
Faiblement actif		Stockage en surface (Centre de l'Aube)	Stockage en subsurface (à l'étude)
Moyennement actif			Filière à l'étude dans le cadre de l'article L. 542 du code de l'environnement
Hautement actif			